**Expliquer la progression historique du vote pour le RN** [Luc Rouban](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#ArticleAuthor26689)

La progression électorale du Rassemblement national ne cesse de se confirmer. Son explication par la montée du populisme en Europe ou par une augmentation d’un racisme systémique tourne court. Cette avancée électorale constitue le symptôme le plus clair d’une transformation sociopolitique de fond qu’il faut explorer si on veut en comprendre la dynamique.

Société Politique Politique française [Publié dans le numéro 4318 (Septembre 2024)](https://www.revue-etudes.com/numero/septembre-2024) *Lecture en 17 min. environ*

Plan de l'article

* [Le RN au centre du jeu politique](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#title2)
* [Comment expliquer ce succès ?](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#title3)
* [La politique incapable de représenter la réalité](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#title4)
* [Le vote pour le RN comme retour du politique](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#title5)
* [Une dynamique qui s’autogénère](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#title6)

 Les élections européennes de juin 2024, comme les élections législatives qui ont suivi en juillet la dissolution de l’Assemblée nationale par le président de la République, se sont traduites non par un bouleversement du paysage politique français mais bien par la confirmation de tendances de moyen terme, déjà repérables depuis des années. La progression électorale du Rassemblement national (RN) constitue un événement historique à plus d’un titre. Tout d’abord, parce qu’un parti regardé longtemps comme marginal, périphérique et enfermé dans son extrémisme se place désormais au centre du jeu politique au point qu’on ne sait plus comment le caractériser. S’agit-il toujours d’un parti d’extrême droite, d’un parti populiste, à l’image du PiS polonais ou du Fidesz hongrois, ou bien n’assiste-t-on pas à l’émergence d’une nouvelle droite radicale, souverainiste et nationaliste ? Ensuite, parce que l’hypothèse de son accession au pouvoir, longtemps considérée comme relevant de l’uchronie, est devenue très crédible, plausible et même fortement probable. Le regard porté sur un vainqueur potentiel change de celui que l’on porte sur un figurant de la scène politique, tonitruant et impuissant.

**Le RN au centre du jeu politique**

 L’avancée électorale spectaculaire du RN n’a cessé de se confirmer, comme le fait qu’il s’impose désormais comme la première force politique du pays. Aux élections européennes, la liste de Jordan Bardella est arrivée largement en tête avec 7,7 millions de voix (31,3 % des suffrages exprimés), augmentant très sensiblement l’écart qui la séparait de la liste Ensemble ! en 2019 puisqu’en 2024, la liste de Valérie Hayer ne réunit que 3,6 millions de voix (14,6 % des suffrages exprimés). On est passé entre les deux dates d’un écart de 200 000 voix à un écart de plus de 4 millions. C’est à ces chiffres que l’on mesure une dynamique électorale qui se reproduit au premier tour des élections législatives à l’occasion desquelles le RN réunit cette fois 10,6 millions de voix (33,2 % des suffrages exprimés), devançant l’alliance électorale des partis de gauche réunis dans le Nouveau Front populaire (NFP) qui en recueille un peu moins de 9 millions (28 % des suffrages exprimés) et les candidats d’Ensemble ! qui en attirent 6,4 millions (soit 20 % des suffrages exprimés). Le succès indéniable du front républicain, consistant à retirer les candidats arrivés en troisième et quatrième positions au premier tour pour offrir un choix binaire entre le RN et ses adversaires au second, s’est traduit par une réduction sensible du nombre de sièges obtenus par le RN. Il augmente néanmoins massivement sa présence au Palais Bourbon avec 142 députés (si l’on ajoute ses alliés du groupe « À droite ! »), un nombre qui se serait élevé à 192 si on avait mis en place le scrutin proportionnel, une donnée que ne semblent pas prendre en considération tous les promoteurs d’un changement de mode de scrutin afin d’imiter les démocraties parlementaires qui nous entourent en Europe. Néanmoins, les candidats du RN du second tour attirent encore à eux 10,1 millions de voix, alors même qu’une partie de leurs députés sont déjà élus, arrivant toujours en tête devant le NFP qui n’en a recueilli que 7 millions et Ensemble ! qui en obtient 6,3 millions. La lecture des résultats en nombre de sièges ne doit donc pas tromper, quels que soient les efforts déployés par Jean-Luc Mélenchon dès la soirée électorale du 7 juillet pour expliquer que le NFP avait gagné en terminant premier en nombre de sièges et qu’un de ses représentants devait dès lors arriver à Matignon pour remplacer Gabriel Attal dans la foulée. Quelles que soient les manœuvres qui ont suivi pour occuper les postes de direction à l’Assemblée nationale, il demeure que le RN reste largement maître du jeu législatif dans tous les cas de figure, que l’on s’achemine vers une coalition de centre gauche ou une coalition de centre droit dans l’élaboration d’un nouveau gouvernement. Dans un cas comme dans l’autre, le RN peut se contenter de s’abstenir lors du dépôt d’une motion de censure puisque seules les voix en faveur de la censure sont alors comptabilisées. Mais on mesure bien également le poids que sa bienveillance éventuelle, et sans doute négociée, fera subir à la nouvelle coalition. Le décalage provoqué par le « cordon sanitaire » mis en place à son encontre entre le nombre d’électeurs qu’il attire et qu’il a fidélisés (car l’électorat RN est très fidèle d’une élection à l’autre) et son absence au bureau de l’Assemblée nationale (puisqu’il n’a aucune vice-présidence alors que les LR et le Centre en ont deux, tout comme le NFP) ne fait qu’alimenter ce qui le rend fort.

**Comment expliquer ce succès ?**

 Lors des élections européennes, le succès massif du RN a semblé s’inscrire dans un mouvement populiste général qui aurait saisi les pays membres de l’Union européenne. Contrairement aux attentes, néanmoins, le Parlement de Strasbourg n’a pas vu ses équilibres politiques évoluer puisque les conservateurs-libéraux du Parti populaire européen (PPE) et les sociaux-démocrates de l’Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D) restent les deux grands groupes dominants. Bien plus, les partis populistes n’ont pas réussi à s’entendre pour la constitution d’un groupe unique et ce, malgré les tentatives de Marine Le Pen. Ils restent donc divisés entre les pro-atlantistes pro-ukrainiens du groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE) où siègent notamment Fratelli d’Italia de Giorgia Meloni et le parti Droit et justice polonais (PiS), et le nouveau groupe « Patriotes pour l’Europe » créé par Viktor Orbán, rejoint et désormais présidé par Jordan Bardella, auxquels s’adjoignent aussi, entre autres, la Lega Nord (LN) de Matteo Salvini, le parti espagnol Vox ou le Parti pour la liberté (PVV) hollandais. Ce dernier groupe est bien plus hostile à l’Union européenne, beaucoup moins libéral et bien plus favorable au Kremlin. L’idée d’un glissement populiste général, qui serait confirmé également par une réélection de Donald Trump aux États-Unis, ne tient cependant pas compte du fait que **ce qui est considéré comme « populiste » aujourd’hui ne correspond plus au modèle historique du populisme.**

 Résumer l’avancée du RN en France par celle du populisme se heurte en effet à de sérieuses objections. Le principe même du populisme est de considérer qu’il existe une fracture et une hostilité entre les catégories populaires et les élites. Cette observation est juste car toutes les données d’enquête montrent une défiance croissante à l’égard des dirigeants politiques ou des partis politiques en France. **Mais la défiance à l’égard des députés, du gouvernement ou des responsables politiques ne s’étend pas à l’ensemble des élites ou des institutions**. Comme le montre le Baromètre de la confiance politique du Cevipof[1](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#sdfootnote1) (Centre de recherches politiques de Sciences Po), ce n’est pas le cas des **banques** ou des **grandes entreprises privées** qui, pourtant, font régulièrement l’objet d’une mise en cause pour leurs politiques opaques et mondialisées. De la même façon, les **services publics** – école, police, hôpitaux – inspirent confiance. La défiance est donc proprement politique et alimente effectivement le vote en faveur du RN. Et encore doit-on bien spécifier que cette défiance concerne le personnel politique national et non pas le **personnel politique local**, notamment les maires qui sont encore crédités de la confiance de 60 % des personnes interrogées alors que ces dernières ne font confiance à leur député qu’à proportion de 39 %. Cette défiance vise donc surtout le personnel et l’activité politiques et elle s’avère plus importante en France (30 % ont confiance dans la politique en 2024 dont 5 % tout à fait confiance) qu’en Allemagne (45 % de confiance) ou en Pologne (54 %), deux pays qui ont vu également se développer des partis d’extrême droite. Mais si la confiance est surtout faible dans les catégories populaires (23 %), elle l’est également dans les catégories moyennes (34 %) et concerne moins d’un représentant sur deux des catégories supérieures (46 %). **On est donc loin du populisme** car même les membres sinon des élites du moins des plus favorisés se méfient de la politique. La France reste marquée à ce titre d’une forte spécificité qui explique à la fois la très forte polarisation qui a pu affecter autant les élections législatives que la possibilité de négocier entre partis pour élaborer une alliance de gouvernement. La question du RN pose donc de manière plus générale en France la question du rapport au politique, bien au-delà de l’organisation des institutions ou du mode de scrutin, un rapport qui n’est pas du tout vécu sur le mode partagé dans la plupart des autres pays européens.

**La politique incapable de représenter la réalité**

 L’histoire politique française récente montre qu’une distance croissante s’est creusée entre les électeurs et les élus au point que l’on a assisté au développement d’une nouvelle violence politique. Ne s’inscrivant pas dans un cadre partisan ou militant, cette violence a touché tous les porteurs d’autorité, toutes les institutions, les élus locaux comme les enseignants. On est sorti du cadre idéologique, venant dénoncer le pouvoir bourgeois ou le capitalisme, pour **entrer dans une relation interpersonnelle faite de haine**, parfois collective, parfois purement individuelle, mais toujours porteuse d’un rejet profond de tout ce qui représentait la hiérarchie sociale[2](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#sdfootnote2). Le mouvement des « gilets jaunes », en 2018, a été fondateur à plus d’un titre, se déployant non seulement en dehors des partis et des syndicats mais explicitement contre eux, rejetant toute forme de représentation, visant l’État et non le patronat, protestant contre une dignité blessée, celle d’avoir été les victimes d’un système social immoral qui ne reconnaît ni les efforts ni le travail, qui relègue les hommes à de simples fonctions économiques, le consommateur étant lui-même devenu un consommable.

 ***Une demande omniprésente de reconnaissance sociale concerne toutes les catégories sociales***

Cette révolte, qui ne s’insère pas dans les canons des actions révolutionnaires de gauche menées sous la houlette d’une élite éclairée, a dévoilé un phénomène passé largement inaperçu, celui d’une atomisation sociale faite de familles décomposées et de solitudes, de diplômes inutiles et sans valeur marchande, d’illusions perdues au sujet de la méritocratie républicaine, d’absence du lien social minimum que créent les services publics. La nouvelle violence politique que ce mouvement a inaugurée est elle-même le produit de cette anomie, une désocialisation qui ne touche pas que les personnes aux revenus les plus modestes. On trouve donc des retraités s’en prenant à leur maire, des jeunes se regroupant pour attaquer un commissariat, des diplômés qui n’ont jamais milité de leur vie attaquant la police lors des manifestations et déclarant au juge qu’ils ne comprennent pas les raisons de cette agressivité. Or il faut bien comprendre que le soutien aux « gilets jaunes » est très étroitement corrélé au vote pour le RN. Ce dernier s’est chargé d’une demande omniprésente de reconnaissance sociale qui concerne toutes les catégories sociales. On comprend dès lors l’extension du vote pour le RN aux catégories moyennes et supérieures. Aux élections européennes[3](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#sdfootnote3), les catégories populaires ont voté pour la liste de Jordan Bardella à concurrence de 41 %, les catégories moyennes à 26 % et les catégories supérieures à 18 %. On enregistrait les mêmes proportions pour les intentions de vote au premier tour des élections législatives.

 C’est dire que l’explication par le populisme tourne court tout comme celle réduisant le vote pour le RN à un racisme « systémi-que » lié à la racialisation des relations sociales. Si l’on doit reconnaître le racisme et la xénophobie dans les propos de plusieurs élus du RN ou chez certains de ses militants, la situation n’est pas aussi simple dans l’électorat. Il faudrait déjà expliquer pourquoi le racisme aurait soudainement émergé alors que la bataille culturelle a été largement perdue par le RN dans l’entre-deux-tours des législatives. Cette explication n’intègre pas les études du long terme menées pour la Commission nationale consultative des droits de l’homme (CNCDH) qui enregistrent un niveau croissant de tolérance et d’ouverture culturelle en France depuis les années 1990[4](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#sdfootnote4). Elle ne prend pas non plus en considération le fait que le vote en faveur de Marine Le Pen a été massif (plus de 58 %) dans l’ensemble de l’Outre-mer au second tour de l’élection présidentielle de 2022 avec un taux d’abstention bas (28 %). L’analyse qui réduit le vote pour le RN au vote des « pauvres blancs » racistes qui désignent les immigrés comme la seule source de tous leurs maux s’inscrit dans l’actuelle mode wokiste et décolonialiste mais n’est guère confirmée par les observations de terrain, du moins si on les mène sérieusement. Les enquêtes montrent toutes que l’immigration est un des problèmes sociaux les plus fréquemment cités lorsqu’on demande aux personnes interrogées quelle est leur principale préoccupation**. Si l’immigration est devenue un problème social, ce n’est pas parce que les électeurs sont devenus racistes du jour au lendemain**, c’est parce qu’elle vient apporter une nouvelle pauvreté. **L’immigration est devenue le signe le plus tangible, pour les anomiques et les plus vulnérables, d’une indifféren-ciation sociale et d’une perte de contrôle de la situation nationale.** Le vote pour le RN s’inscrit directement dans cette vision d’une société fermée en haut, où les codes de la réussite sont toujours aussi opaques, voire plus, qu’autrefois, mais très ouverte en bas où règne une compétition féroce pour les emplois non qualifiés, une pression à la baisse sur les salaires, un accès difficile aux services publics et aux logements sociaux. Ce vote exprime cette nouvelle compétition sociale dans un contexte où les règles du jeu paraissent brouillées dans la dissociation des droits politiques et des droits sociaux comme dans les conditions de la réussite. À côté des chemins officiels de la réussite, chargés de bureaucratie et de goulets d’étranglement par les diplômes, existent les voies officieuses mais efficaces qui contournent un système social empêtré dans sa moralité mais assez hypocrite pour célébrer les tricheurs. Il est sans doute difficile de corréler le vote pour le RN et l’étendue de l’économie souterraine, constituée d’activités non déclarées voire crimi-nelles, qui est estimée aujourd’hui aux environs de 12 % du produit intérieur brut français[5](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#sdfootnote5). Mais les violences qui l’accompagnent, le climat d’insécurité qu’elle génère, peuvent être, en revanche, clairement associés à la demande d’autorité et au vote pour le RN[6](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#sdfootnote6).

**Le vote pour le RN comme retour du politique**

 Le vote pour le RN n’est donc pas la reproduction du vote en faveur de l’ancien Front national. Ses dirigeants ont d’ailleurs tenu à s’éloigner le plus possible des positions antisémites et provocatrices de Jean-Marie Le Pen, comme de ses attaches historiques avec la collaboration ou Vichy. À ce titre, l’électorat du RN reste distinct du parti et réagit, comme tous les électorats, avec méfiance à l’égard des promesses qu’on lui fait. Le vote pour le RN n’est pas le fait d’électeurs éblouis par un programme au demeurant souvent très flou sur bien des points, notamment dans le domaine économique, fiscal ou dans celui des relations internationales. C’est ici que ce vote revêt une signification particulière car il exprime non pas un vote sur un « marché » politique où chacun viendrait évaluer la qualité de l’offre électorale et son adéquation avec sa demande, comme l’imaginent souvent les économistes épris d’analyses politiques, mais la recherche d’une formule politique qui semble globalement leur convenir dans son orientation. Et c’est bien son opposition philosophique au macronisme qui lui donne une dynamique du long terme.

 Le macronisme s’est présenté comme une pratique et une théorie de la mondialisation qui en appelaient à une nécessaire adaptation aux nouvelles conditions économiques que celle-ci créait, impliquant une souveraineté européenne plus que nationale, comme aux conséquences du réchauffement climatique sur les modes de vie. En ce sens, **le RN est devenu comme la figure inversée du macronisme,** préconisant **le respect des modes de vie, le localisme, l’indépendance nationale et une relation plus négociée avec l’Union européenne.** Le RN et le macronisme constituent le dieu Janus de la vie politique française. Partageant tous les deux le même libéralisme autoritaire, mais dans des perspectives différentes, ils se séparent et s’opposent sur la question du réalisme et du volontarisme. Chacune des deux doctrines se prévaut de réalisme, macroéconomique et budgétaire pour le macronisme, territorial et social pour le RN, mais leur recherche du volontarisme s’exerce pour le premier dans la mondialisation et la transformation de la France et pour le second dans le retour nécessaire au choix des citoyens dans la conduite des affaires publiques. En cela, le RN a su capter une mémoire du long terme, celle de la volonté nationale telle qu’elle est érigée en principe depuis la Révolution et reprise dans un héritage gaullien tombé en déshérence. Ce n’est d’ailleurs pas un hasard si le RN et non pas le NFP a été désigné comme le grand adversaire par Emmanuel Macron lors des élections législatives de 2024, puisqu’il s’est lui-même impliqué dans le lancement d’une politique de désistements républicains. L’opposition entre le macronisme et la gauche, représentée par le NFP ou même par La France insoumise (LFI), se déploie sur un terrain économique et social bien balisé, où l’affrontement se joue en termes de niveau de redistribution de la richesse produite. En revanche, l’opposition entre le macronisme et le RN dépasse largement les considérations socio-économiques pour toucher l’organisation même du pouvoir et sa légitimation : doit-il être gestionnaire d’un ordre mondial ou bien doit-il défendre une identité historique ? Chacun prétend se positionner dans l’histoire du temps long, en se présentant comme un choix décisif et principiel.

 Mais on voit aussi que la définition du rôle des dirigeants politiques se joue derrière cet affrontement. Le macronisme a largement utilisé le registre privatif pour consolider son pouvoir. Sa verticalité n’est pas celle de la technocratie, comme on se plaît souvent à la décrire, car les technocrates, dont le modèle a émergé dans les années 1930 pour s’épanouir sous la Quatrième République, étaient des hauts fonctionnaires décidés à pallier les insuffisances de la démocratie parlementaire. Le macronisme, lui, a soumis ces mêmes hauts fonctionnaires au politique ne serait-ce qu’en supprimant le corps préfectoral ou celui de l’Inspection des Finances qui constituent le cœur du pouvoir régalien. Son modèle est celui de l’entreprise privée, où tout se décide dans l’entre-soi de la direction générale, dans un réseau interpersonnel étroit, en se contentant d’avoir le soutien du conseil d’administration, tout le reste n’étant qu’intendance. C’est à cette conception antipolitique que le vote pour le RN répond, tout comme LFI d’ailleurs, mais sur le terrain de la droite, qui a conquis les deux tiers de l’électorat, et non de la gauche. Le macronisme et le RN se retrouvent donc sur le même terrain, loin des appels à l’insurrection de LFI et à sa nostalgie du grand soir.

**Une dynamique qui s’autogénère**

 Les débats suscités par les atermoiements dans la constitution d’un nouveau gouvernement ne font que réitérer la même erreur d’analyse dans la situation politique en France. **Le RN n’est pas un accident, c’est le symptôme d’une attente politique toujours insatisfaite**. Sans doute, la politique de barrage républicain a-t-elle été couronnée de succès ; sans doute, le RN a échoué à obtenir des postes de direction à l’Assemblée nationale. Mais ces victoires risquent d’être des victoires à la Pyrrhus, renforçant précisément ce qui motive le vote pour le RN : le sentiment d’être oublié sinon manipulé par une classe de professionnels de la politique qui, même à gauche, délaissent le terrain et ne répondent pas aux attentes des électeurs pour s’octroyer des postes et se régaler de messes basses, une exclusion de principe du débat politique, une dépolitisation des enjeux au profit d’arrangements sur les modes de gestion sans que **la question des valeurs** (**Quelle laïcité ? Quel libéralisme ? Quelle méritocratie ?**) soit tranchée, ni même posée. La situation chaotique née des élections législatives de 2024 n’a donc rien clarifié, reléguant au second plan les questions de fond qui nourrissent cette crise démocratique interminable. On a donc tout lieu de croire que le vote pour le RN va encore prospérer.

[1](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#sdfootnote1anc) *www.sciencespo.fr/cevipof*

[2](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#sdfootnote2anc) Luc Rouban, *Les racines sociales de la violence politique*, Éditions de l’Aube, 2024.

[3](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#sdfootnote3anc) Enquête électorale Cevipof, Fondation Jean Jaurès, Institut Montaigne, *Le Monde*, Ipsos, vague 6, juin 2024.

[4](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#sdfootnote4anc) CNCDH, *Rapport 2023 sur la lutte contre le racisme, l’antisémitisme et la xénophobie*, 2024 (sur *www.cncdh.fr/publications*).

[5](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#sdfootnote5anc) Rapport du Conseil d’orientation pour l’emploi, *Le travail non déclaré*, France Stratégie, 2019 (sur *www.strategie.gouv.fr*).

[6](https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116#sdfootnote6anc) L. Rouban, « La Cité de la peur : l’insécurité et le choix politique », note de recherche, Baromètre de la confiance politique, Sciences Po – Cevipof, vague 15, mars 2024 (sur [*https://sciencespo.hal.science*](https://sciencespo.hal.science/hal-04517637)).

<https://www.revue-etudes.com/article/expliquer-la-progression-historique-du-vote-pour-le-rn/27116>